Monsieur le Président,

Les partis de l'Alliance pour la Suède – le Parti modéré, le Parti du centre, le Parti libéral et les Démocrates-chrétiens – se sont mis d'accord pour former un gouvernement de renouveau national.

L'Alliance pour la Suède a obtenu la confiance des électeurs pour mettre en œuvre la politique définie dans l'Accord de Bankeryd, dans la politique économique commune présentée au Riksdag au printemps dernier et dans le programme politique sur lequel les partis se sont mis d'accord dans le manifeste électoral de l'Alliance.

Pour la première fois depuis 25 ans, le résultat des élections a posé les bases d'un gouvernement majoritaire stable. Le peuple suédois a donné à son gouvernement un mandat limpide. L'Alliance pour la Suède est une alliance pour l'ensemble de la Suède. Nous entendons mener une politique pour l'ensemble de notre pays et dans l'intérêt de la nation entière. Chaque fois que cela sera possible, nous chercherons le plus large ancrage qui soit au sein du Riksdag ; nous chercherons également une bonne coopération avec tous celles et ceux qui souhaiteront contribuer à faire progresser la Suède. Nous entendons être un gouvernement à l'écoute de l'ensemble des citoyens.

Plusieurs tâches attendent le gouvernement.

À tous ceux qui le souhaitent et en ont l'opportunité, devront être offertes la possibilité de subvenir à leurs besoins par un travail, la chance d'éprouver la satisfaction engendrée par celui-ci et la joie de se sentir inséré dans un groupe humain. L'objectif primordial du gouvernement sera d'instaurer des conditions permettant de créer des emplois nouveaux dans des entreprises en croissance et en nombre plus important et de rompre ainsi l'exclusion.

Davantage de Suédois devront se voir offrir la possibilité de réaliser leurs ambitions et leurs rêves en démarrant et en gérant leur entreprise. L'entrepreneuriat et l'esprit d'entreprise jouent un rôle décisif dans la croissance de l'emploi, dans l'établissement d'un potentiel de développement dans Suède entière et dans le renforcement de la position de la Suède dans le monde.

Davantage de Suédois devront pouvoir apporter leur pierre à l'édifice. La Suède doit être un pays restant uni et dans lequel les fossés sociaux et régionaux se réduisent. L'égalité des chances doit être améliorée. La diversité sociale doit être mise à profit. La cohésion entre groupes sociaux différents doit s'accroître, les communautés civiles se renforcer. Le gouvernement œuvrera en faveur d'une société inclusive au sein de laquelle est respectée la valeur inaliénable de tout être humain. Jeune ou vieux. Né et élevé en Suède ou nouvel arrivant. Femme ou homme.

Un plus grand nombre d'élèves devra pouvoir quitter l'école en ayant acquis des connaissances et des capacités leur permettant de pouvoir pleinement jouer leur rôle dans la société comme dans la vie professionnelle. En plaçant le savoir au cœur de toute activité, en misant sur la qualité, les résultats de l'enseignement suédois progresseront. La Suède doit s'affirmer comme un pays de référence en matière de recherche.

Les particuliers, les familles devront sentir qu'ils sont à même d'avoir plus d'emprise sur leur vie quotidienne. Le gouvernement entend accroître l'accessibilité, la qualité et la liberté de choix en

matière de soins de santé, d'assistance aux personnes âgées ainsi que dans d'autres secteurs de la protection sociale. Nous entendons garantir un bien-être généralisé, financé de manière solidaire.

Des mesures importantes seront prises pour faire face aux problèmes environnementaux à venir. Le problème climatique est une question cruciale pour la Suède et le reste du monde. Le gouvernement pèsera de tout son poids pour garantir la survie biologique des mers du Nord et de la Baltique. Les questions environnementales sont d'une importance décisive pour le potentiel de développement de la Suède.

La Suède mènera une politique étrangère plus active et prendra une part de responsabilité plus grande en matière de droits de l'homme, de liberté, de sécurité, de démocratie, de bien-être et de développement durable dans le monde.

La Suède jouera un rôle actif de catalyseur au sein de l'Union européenne.

* * *

Une économie libre tire son énergie du libre choix et de la coopération volontaire des individus. Le développement de la société repose sur la volonté des hommes de travailler, sur leur aptitude à prendre des responsabilités, leur sens de l'invention, leur esprit d'entreprise et leur détermination à investir dans l'avenir.

Plus d'un million de personnes se trouvent en dehors du marché du travail. Un chômage de masse perdure en dépit d'une croissance soutenue. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les jeunes. L'évolution démographique accentue le défi posé par l'exclusion.

La Suède a besoin d'un programme énergique en faveur de nouveaux emplois dans l'ensemble du pays, programme qui rende le travail financièrement plus attrayant et l'embauche plus aisée. Les seuils permettant d'accéder au marché du travail devront être abaissés. Un effort accru ou une prise de responsabilité plus grande devront être récompensés. La concordance entre l'offre et la demande d'emploi devra être améliorée. La procédure d'embauche devra également être facilitée. Du fait d'une fiscalité élevée, de la complexité des règles administratives et de l'ampleur des engagements à prendre, les employeurs hésitent à embaucher.

La Suède est placée devant d'importants défis face à l'avenir. La concurrence exacerbée qu'induit la mondialisation risque d'entraîner une fuite accrue d'emplois. L'évolution démographique a pour effet d'augmenter le nombre des personnes ayant besoin de soins et d'assistance et de réduire la part de la population active. Un Conseil pour la mondialisation sera instauré, dont les fonctions seront d'apporter un éclairage synthétique sur les changements auxquels la Suède est confrontée et d'animer un débat de société à ce sujet. La nécessité d'établir un marché du travail moderne et flexible, à même de garantir l'emploi et de créer les conditions nécessaires à la création de nouveaux emplois et au développement du bien-être en Suède sera mise en exergue.

Renforcer la compétitivité locale et régionale, créer de meilleures conditions pour les investissements et les innovations permettront de renforcer le potentiel de croissance de l'ensemble du pays. L'accès aux services sociaux, à des moyens de communication performants

est important, et ce, dans l'ensemble du pays. Le gouvernement élaborera une stratégie nationale visant à renforcer le potentiel de développement des zones rurales.

Le gouvernement œuvrera pour trouver de nouvelles solutions au financement des infrastructures. Un négociateur spécial sera désigné pour la région de Stockholm.

Le maintien de finances publiques durables est d'une importance cruciale. La politique financière doit avoir comme objectif de réduire la dette publique. Cet objectif sera atteint en maintenant un excédent des finances publiques correspondant en moyenne à 2 % du PIB sur un cycle conjoncturel.

Les grandes lignes du programme de gouvernement de l'Alliance pour la Suède ans ont été présentées dans l'Accord de Bankeryd et le manifeste électoral. L'ambition du gouvernement est de voir ce programme se réaliser. Toute rupture à un développement économique soutenu constituera une menace pour l'emploi. C'est pourquoi seront respectés l'objectif assigné en matière d'excédent budgétaire et le plafonnement de dépenses. Durant la prochaine législature, toute réforme sera jugée à l'aune de la force de l'économie du pays et de l'objectif de plein emploi. Durant la prochaine législature, la place accordée aux réformes économiques sera notamment fonction du nombre des personnes réinsérées sur le marché du travail. Il pourra s'avérer nécessaire de repousser certaines réformes à une date ultérieure ou de trouver d'autres moyens de financement.

L'Alliance pour la Suède a présenté un large programme visant à créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises. C'est de cette façon qu'il sera possible de garantir le bien-être.

En premier lieu, nous proposons des réformes rendant le travail financièrement plus attrayant. Une vaste réforme de l'impôt sur le revenu sera menée à bien, laquelle aura pour principal objectif de réduire l'effet de seuil et celui de l'impôt marginal pour les petits et moyens revenus. Un abattement spécial travail sera introduit, qui aura pour effet de réduire les impôts de 45 milliards de couronnes. La baisse des impôts sur le revenu sera, pour commencer, de l'ordre de 37 milliards de couronnes pour l'exercice 2007. Le reste, d'un montant d'environ 8 milliards, sera entrepris lorsque les conditions économiques le permettront.

Les effets de la politique du gouvernement sur la croissance et l'emploi seront d'abord utilisés pour diminuer les impôts sur le revenu des petits et moyens salariés. L'abattement travail contribuera essentiellement à abaisser les seuils permettant l'insertion sur le marché du travail. À terme, d'autres réductions fiscales devront être réalisées en faveur des petits et moyens revenus, de manière à ce qu'il soit financièrement plus avantageux de passer d'un temps partiel à un plein temps ou d'accepter des tâches à responsabilité accrue.

Le profil travail sera souligné dans l'assurance chômage. L'existence d'une indemnité de chômage durant des périodes limitées contribuera à garantir aux chômeurs une certaine sécurité et à leur permettre de s'essayer à des nouveaux emplois. Le gouvernement entend souligner le profil travail de la caisse de chômage en modifiant les conditions et les indemnités de cette assurance. L'assurance chômage deviendra obligatoire et couvrira toutes les personnes en activité. Des mesures devront être prises, garantissant la mise à la disposition du marché du travail des

demandeurs d'emploi. Nous présenterons des propositions visant à accroître l'autofinancement de l'assurance chômage.

L'assurance maladie doit avoir comme objectif de garantir la sécurité des malades et des blessés. Elle doit également donner la chance et la possibilité de reprendre le travail. Il importe ainsi d'une part d'améliorer les possibilités de soins et de rééducation, de l'autre de combattre une utilisation abusive de l'assurance. Un nouvel objectif – aider les personnes en arrêt-maladie à reprendre le travail – sera introduit dans l'assurance maladie.

Nous estimons qu'il sera possible, dans l'avenir, de maintenir les indemnités de l'assurance maladie à leur niveau actuel. Nous entendons replafonner l'assurance maladie à une somme égalant 7,5 fois le montant de base et revoir le montant de l'impôt servant de base au calcul du salaire maladie et de l'indemnité journalière versée au titre de cette assurance. Le même mode de calcul devra également être appliqué à l'assurance parentale et à l'indemnité parentale temporaire.

Si importante pour les Suédois et conclue entre les partis de l'Alliance et le parti social-démocrate, la réforme des retraites sera maintenue. Il conviendra de reformer de manière identique d'autres pans du système d'assurances sociales pour mettre en place des mesures d'incitation au travail et accroître la stabilité des finances publiques. Le gouvernement constituera une commission d'enquête dont l'objectif sera de préparer une telle réforme avec une assise aussi large que possible.

Nous estimons que les dépenses couvertes par l'État pour les indemnités journalières et les prestations maladie des accidentés de la route doivent être transférées sur l'assurance responsabilité civile. Cette réforme a pour fonction d'accroître la sécurité routière, d'améliorer la rééducation et de réduire le coût des soins.

En second lieu, nous proposons une série de réformes destinées à faciliter et rendre moins cher le processus d'embauche. Les contrats à durée déterminée (CDD) seront développés pour élargir les voies d'accès au marché du travail. Des contrats de retour à l'emploi seront mis en place pour donner une nouvelle chance à ceux qui auront été longtemps exclus du marché du travail. Le gouvernement a l'intention de supprimer les cotisations sociales patronales de certaines parties du secteur des services. L'impôt sur les emplois de proximité sera abaissé. C'est des PME suédoises que dépend notre bien-être futur.

Des efforts particuliers seront déployés pour venir à bout du chômage des jeunes. Le gouvernement souhaite réduire les dépenses qu'induit l'embauche des jeunes en réduisant de moitié les cotisations sociales patronales versées pour le compte de ces derniers. Cette réduction d'impôt pourra être cumulée avec les diminutions de cotisations sociales patronales accordées dans le secteur des services et sur les contrats de retour à l'emploi.

L'Administration nationale du travail sera réformée de fond en comble. Ses activités, guidées par des objectifs clairs et simples, seront aménagées sans que soit prise en compte la politique du moment. Les activités des agences pour l'emploi devront viser à faciliter aux chômeurs la recherche d'un travail. Les agences du travail devront se doter de ressources accrues en matière de concordance entre l'offre et la demande. À terme, tout demandeur d'emploi devra se voir

attribuer un mentor attiré tandis que des plans d'action personnels devront être établis. Des acteurs plus nombreux doivent se voir offrir la possibilité de fournir des formations ou des services de placement dans le cadre de la politique de l'emploi.

L'importance de la politique de l'emploi devra être réduite. Le nombre de personnes placées dans des mesures destinées au marché du travail sera abaissé, le système d'année sabbatique prise au profit de demandeurs d'emploi supprimé et les emplois publics destinés aux chômeurs de longue durée progressivement abandonnés. La proposition de contrats de retour à l'emploi et de baisse des cotisations sociales patronales pour les embauches dans le secteur des services constitue des mesures plus efficaces et mieux appropriées.

En troisième lieu, nous proposons une série de mesures destinées à améliorer l'environnement entrepreneurial et à accroître la rentabilité de l'exploitation de l'entreprise. Ainsi sera poursuivie la réforme de la fiscalité des sociétés par actions simplifiées, à savoir les règles 3:12 issues de la réforme fiscale de 1990. Ainsi sera réduit de moitié, dans une première phase, l'impôt sur la fortune qui sera ensuite supprimé. Sera supprimée également la charge imposée aux employeurs de verser le salaire maladie à compter de la troisième de semaine d'arrêt de travail pour cause de maladie ; un système public de garantie du crédit pour petites et moyennes entreprises sera institué. Nous entendons proposer ultérieurement des allègements sous forme de report de l'impôt sur les plus-values et d'abattement sur le capital-investissement. D'autres propositions seront également déposées, sur la réintroduction des créances privilégiées et sur une refonte de la législation en matière de faillites. La sécurité sociale des entrepreneurs sera améliorée ; la sécurité juridique des règles appliquées en matière de pénalités fiscales sera renforcée et l'obligation faite à un nombre de plus en plus important de donneurs d'ordres d'être en possession d'une attestation d'entrepreneur sera supprimée. Les charges réglementaires seront réduites.

Les mesures proposées amélioreront l'environnement entrepreneurial et contribueront à accroître le niveau de l'emploi. Ces dispositions permettront aussi de renforcer les finances publiques. D'autres mesures pour améliorer les conditions de l'emploi et de la croissance devront être mises en œuvre. Ceci explique l'urgence de nouvelles baisses d'impôts sur le revenu, par exemple la suppression de la contribution temporaire de solidarité des hauts salaires, l'urgence d'une amélioration de la fiscalité des entreprises ainsi que de mesures diverses visant à renforcer l'environnement entrepreneurial.

L'impôt foncier sera supprimé. Ses principes font qu'il augmente de manière imprévisible et qu'il est considéré comme profondément injuste. Dans un premier temps, les valeurs d'imposition seront gelées et un plafonnement instauré. Pour les immeubles d'habitation, les valeurs d'imposition seront gelées et le taux d'imposition baissé. L'impôt foncier sera ensuite remplacé par une redevance municipale réduite. Un léger relèvement de l'impôt sur les plus-values pourra constituer une partie du financement. La suppression de l'impôt foncier sera financée de manière responsable.

Nous défendons le modèle suédois. Les conditions en vigueur sur le marché du travail devront avant toute chose être fixées par des accords entre les partenaires sociaux. Le système d'accords collectifs sera maintenu. Il importe que les entreprises puissent être dirigées dans un climat de stabilité et que les employés aient de bonnes conditions de travail.

Durant la décennie écoulée, les partenaires sociaux ont assumé une large responsabilité en matière de formation des salaires. La stabilité régnant sur le marché du travail, qui a permis aux entreprises de renforcer leur compétitivité, montre que le modèle suédois de marché du travail est largement en mesure d'affronter l'avenir.

* * *

Jamais auparavant, un nombre aussi important de personnes ne sont sorties de la pauvreté. La liberté et la démocratie gagnent du terrain. La croissance de l'économie et du commerce mondiaux est plus soutenue qu'au cours de bien des décennies. La Suède a tout à gagner de cette mondialisation.

La politique extérieure de la Suède doit allier un engagement fort en faveur de la coopération internationale à la promotion de la démocratie et des droits de l'homme. Notre ambition doit être claire : la Suède doit apporter une contribution plus active en faveur de la liberté, de la sécurité, de la démocratie, du bien-être et du développement durable dans le monde.

Le Nord et la région de la Baltique devront devenir la région d'Europe à la croissance la plus forte. Toutes les chances de renforcer cette coopération doivent être mises à profit. La coopération euro-arctique de la mer de Barents devra être poursuivie.

L'UE doit disposer d'une stratégie à long terme pour sa coopération et ses relations avec la Russie. L'importance stratégique de l'Ukraine pour notre partie de l'Europe ne doit pas être sous-estimée. La Suède devra, de manière claire et nette, appartenir au noyau dur de la coopération européenne. Le gouvernement devra œuvrer en faveur d'une Union européenne ouverte, efficace et dynamique. L'élargissement est l'un des plus grands succès de la coopération européenne. Le gouvernement sera une force motrice dans la poursuite de cet élargissement. Le gouvernement entend sans délai engager des discussions et des travaux préparatoires en vue de la présidence de l'Union européenne en 2009.

Les menaces du terrorisme international, la croissance de la criminalité organisée, la dissémination des armes de destruction massive, le délitement de certains États et les conflits nationaux requièrent un renforcement de la coopération internationale.

L'Europe joue un rôle décisif dans la gestion de ces défis internationaux. Nous souhaitons l'existence d'une Europe renforcée, se faisant la porte-parole de la paix, de la liberté et de la réconciliation, sans exclure les parties du monde dévastées par la guerre et les conflits. Contribuer à l'aplanissement des conflits du Moyen-Orient doit être l'une des principales tâches de l'Union européenne au cours des années à venir. La fin du conflit entre Israéliens et Palestiniens passe par une solution basée sur deux États à l'intérieur desquels les deux parties en présence peuvent vivre dans des frontières sûres et garanties.

La Suède doit œuvrer à un renforcement du lien transatlantique.

La Suède doit renforcer ses liens avec l'Asie, en particulier avec ses grandes économies émergentes.

La crise du Darfour est l'une des principales catastrophes humanitaires de notre temps. La communauté internationale doit déployer de nouveaux efforts pour mettre un terme aux exactions commises contre la population civile et mettre fin au conflit.

Le soutien résolu apporté par la Suède à l'Organisation des Nations Unies se poursuivra. Le droit international et le respect des droits de l'homme constitueront la pierre angulaire de la politique extérieure suédoise.

Dans plusieurs régions du monde, les personnes homo-, bi- et transsexuelles (LBGTH) sont l'objet d'une répression brutale. Il est urgent de renforcer les travaux de l'ONU sur cette question. Le respect des droits de l'homme doit être universel.

L'évolution et la forme de notre politique de sécurité doivent se poursuivre dans un large consensus national. La Suède ne participe à aucune alliance militaire. La sécurité future de notre pays se fonde sur une communauté et une coopération avec d'autres pays. Le gouvernement accorde beaucoup d'importance à la stratégie commune de sécurité de l'UE.

Les Nations Unies, l'UE et l'OTAN n'ont jamais autant demandé à la Suède de s'impliquer dans des actions internationales. La Suède doit se doter de moyens plus larges pour participer à différentes actions internationales en faveur de la paix.

Si la pauvreté peut être éradiquée, les épidémies résorbées, cela suppose que la lutte contre ces fléaux soit organisée de manière beaucoup plus large, que le niveau de l'aide globale au développement soit relevée, que cette aide soit rendue plus efficace, que l'économie de marché soit développée et le protectionnisme pernicieux éliminée.

La Suède doit prendre des initiatives internationales permettant de relever le niveau d'ambition en matière de lutte contre la pauvreté, notamment en Afrique. L'aide suédoise au développement, qui continuera de se maintenir à un niveau soutenu, sera associée à une politique d'ensemble en faveur d'un développement global incluant tous les secteurs de la politique. Les questions environnementales et énergétiques devront se voir accorder une plus large place dans la coopération au développement.

L'action en faveur d'un renforcement de la démocratie se verra accorder une priorité accrue. Des actions spécifiques seront engagées pour promouvoir la démocratie dans des dictatures comme Cuba ou la République du Bélarus.

* * *

Hommes et femmes ne disposant toujours pas des mêmes possibilités en Suède, l'égalité des chances devra y être renforcée. Un soutien actif en faveur de l'égalité des chances devra caractériser l'action du gouvernement.

Femmes et hommes devront disposer des mêmes moyens de se développer. Le gouvernement combattra et transformera les systèmes tendant à maintenir pouvoir et ressources en fonction d'une perspective de genre. Ce n'est que lorsque hommes et femmes partageront pouvoir et influence dans tous les domaines de la société que nous pourrons l'améliorer.

Femmes et hommes doivent pouvoir associer vies familiale et professionnelle et faire face aux problèmes matériels de la vie quotidienne. Le gouvernement soumettra ultérieurement des propositions visant à accroître la possibilité de choisir entre différents types de garde d'enfants et d'acheter des services facilitant la vie de tous les jours.

Plus d'une femme sur deux travaille dans les services publics. Une diminution de l'impôt sur les salaires bas et intermédiaires devra permettre aux femmes économiquement faibles des services publics de jouir de revenus plus confortables. Les employeurs de ces services ont la responsabilité de garantir aux femmes de bonnes conditions de travail et de lutter contre les différences de salaire non fondées. L'action engagée pour prévenir et réduire la mauvaise santé dans le secteur public devra être intensifiée.

Le gouvernement accroîtra la place accordée aux initiatives privées et à l'entrepreneuriat dans le secteur du bien-être. Dans le secteur public aussi, la possibilité de choisir entre plusieurs employeurs devra servir de socle à de meilleures conditions de travail et à une évolution de salaire plus favorable. Des profils de carrières plus variés, plus adaptés devront également être mise en œuvre dans le secteur public.

Les possibilités offertes aux femmes de créer et gérer leur propre entreprise seront améliorées, les barrières faisant obstacle à l'entrepreneuriat féminin levées. Des conditions claires, donnant à davantage de femmes les moyens d'oser se lancer dans la création d'entreprises, seront définies. Le gouvernement entend établir et mettre en œuvre un programme promouvant l'entrepreneuriat féminin. Les recherches sur l'entrepreneuriat féminin seront poursuivies.

Les femmes devront pouvoir vivre normalement sans crainte d'être les victimes de la violence ou de la criminalité. La lutte contre la violence liée aux crimes d'honneur et le soutien apporté aux femmes en étant les victimes feront partie des principales priorités du gouvernement. Les connaissances de la police et des autres autorités concernées devront être approfondies de manière à pouvoir engager à temps des actions appropriées. Les femmes menacées devront être protégées, le statut matériel de celles victimes de violences assuré et maintenu. Un plan d'action visant à réduire la violence commise contre les femmes sera établi.

* * *

Le Suède doit mener une politique humaine face aux réfugiés, être un havre pour les personnes obligées de fuir les persécutions et l'oppression. Le droit d'asile doit être protégé ; l'évolution dont nous sommes aujourd'hui les témoins, une Europe aux frontières toujours plus étanches, doit être combattue.

Une personne sur cinq résidant en Suède est d'origine étrangère. Nous souhaitons vivre dans une société ouverte, caractérisée par l'esprit de communauté et la diversité, et dans laquelle tout un chacun a les mêmes possibilités.

La politique suédoise d'intégration a échoué. Beaucoup trop restent exclus de la vie sociale et du marché du travail. L'enseignement du suédois dispensé aux nouveaux immigrants enregistre de mauvais résultats, ils sont peu à suivre cet enseignement. Les fossés sociaux et économiques se creusent.

Lever les barrières et élargir le champ des possibilités constitueront le fil rouge de la politique gouvernementale d'intégration. Les immigrés devront être respectés comme des individus à part entière et ne pas être considérés comme un groupe homogène. Exception faite de la période succédant leur arrivée en Suède, les immigrés n'ont pas besoin de politique spécifique mais bien d'une politique libérant l'énergie immanente des individus et rompant avec ce phénomène d'exclusion qui s'est installé en Suède.

L'intégration se réalise au mieux par le travail et les connaissances linguistiques. Ceci suppose une amélioration de cette intégration sur le marché du travail et dans l'enseignement linguistique. La discrimination sera combattue et l'évaluation des compétences facilitée.

Améliorer l'intégration dans la société suédoise et accroître la mobilité transfrontalière constituent un facteur décisif pour être à même de relever les défis à venir, en matière de démographie par exemple. Pour faciliter une intégration efficace, nous devons tirer des leçons des actions engagées par d'autres pays en matière d'intégration, notamment sur l'importance des connaissances linguistiques pour la citoyenneté et sur la valeur d'une immigration combinant réfugiés et demandeurs d'emploi.

Pour rompre la ségrégation résidentielle, la transformation de logements en associations coopératives d'habitations devra être encouragée dans les banlieues des grandes villes, le logement locatif devra, lui, être développé.

Des mesures vigoureuses devront être prises dans la lutte contre l'exclusion ethnique sur le marché suédois du travail. Ceci suppose une législation globale, claire et efficace contre la discrimination. Une organisation commune des médiateurs sera mise en place.

* * *

La famille constitue la structure fondamentale de la société. Dans ce noyau que constitue la famille, ses membres reçoivent amour, attention et compréhension, mais ils doivent également faire face à des exigences et assumer des responsabilités.

Une politique familiale moderne repose sur le postulat que les familles sont différentes, qu'elles ont des souhaits et des besoins différents mais aussi que toutes sont de valeur égale. Les parents – qui connaissent le mieux leurs enfants – devront se voir plus largement offrir la possibilité de choisir le type de crèche et de maternelle convenant le mieux à leurs enfants et le mieux adapté à leur situation.

Une nouvelle politique familiale sera mise en place, qui veillera à promouvoir la liberté de choix, une plus grande égalité de chances, une diversité accrue à la crèche et à la maternelle et plus de temps auprès des enfants.

Une allocation d'aide à l'enfance sera introduite, qui donnera davantage la possibilité aux parents de choisir le mode de garde qui leur convient. L'obligation faite aux municipalités d'offrir un système de garde sera maintenue, la possibilité d'assurer une garantie de garde sera renforcée par un apport supplémentaire de ressources. Le plafonnement de la redevance maximale actuellement

en vigueur est maintenu. Le plafond appliqué à la redevance perçue pour les centres de loisirs sera abaissé.

Un bonus à l'égalité des chances est introduit dans l'allocation parentale, bonus qui améliorera les conditions présidant à l'égalité des chances entre femmes et hommes dans la responsabilité du foyer et des enfants, dans l'utilisation de l'allocation parentale d'éducation et dans la participation à la vie professionnelle. L'assurance parentale, telle qu'elle est aujourd'hui conçue en matière de durée, de mois destinés au père et de plafond, est maintenue.

La maternelle sera ouverte à tous les enfants à partir de trois ans. Le rôle pédagogique de la maternelle augmentera au fur et à mesure du développement des enfants.

Les municipalités qui le souhaiteront se verront offrir la possibilité d'introduire une allocation de garde. Cette allocation donnera aux parents le souhaitant une réelle chance de rester au foyer plus longtemps que ne le prévoit l'assurance parentale ou de réduire leur temps de travail durant les premières années de leurs enfants.

* * *

Un savoir accru permet à l'individu de grandir, et par conséquent à la société également. Miser sur le savoir, c'est investir dans l'avenir de la Suède, dans un monde où la concurrence entre pays et régions ne cesse de s'aiguiser. L'école joue un rôle décisif dans l'épanouissement de chaque enfant. Tout enfant a droit aux outils et valeurs nécessaires pour découvrir le monde et faire face aux exigences de la société. Une nouvelle politique scolaire respectera les différences entre élèves et suivra chaque enfant en fonction de ses besoins.

L'école a pour rôle essentiel de dispenser des connaissances. Tous les enfants devront se voir offrir la possibilité de parvenir aux objectifs fondamentaux de chaque matière.

Les établissements privés représentent une part incontestable de l'enseignement en Suède. Les conditions dans lesquelles fonctionnent les établissements publics et privés devront être identiques, enfants et parents devront avoir la possibilité de choisir entre différentes formes d'établissement. Des évaluations plus fréquentes et plus approfondies seront réalisées sur la qualité de chaque établissement.

Aucun élève ne devra prendre du retard sans que cela soit observé à temps par l'établissement. L'information transmise aux parents et aux élèves quant aux résultats de ces derniers devra donc être clarifiée. L'échelle de notes utilisée sera plus différenciée qu'aujourd'hui ; les notes seront attribuées à partir de la sixième. Les établissements publics et privés se verront accorder une plus grande liberté pour établir une information écrite de différent type sur les résultats et la conduite de l'élève dans l'établissement.

L'aide apportée aux élèves en difficulté devra être fournie plus précocement qu'aujourd'hui. Une nouvelle formation de professeur spécialisé sera mise en place, avec pour objectif de renforcer davantage encore l'aide apportée aux élèves ayant besoin d'un soutien particulier.

Un effort tout particulier sera déployé en mathématiques et dans les matières d'initiation aux sciences de la nature, et ce, aussi bien dans le primaire que dans le secondaire. Des efforts seront également déployés pour garantir à chaque élève une aide appropriée pour apprendre à lire, à compter et à écrire durant ses premières années dans l'enseignement.

L'enseignement du deuxième degré du secondaire a besoin d'être profondément réformé. Les élèves, comme la société, ont tout à gagner de l'existence parallèle de formations, soit à orientations professionnelles, soit préparant à l'enseignement supérieur. Les élèves des filières professionnelles des lycées devront eux-mêmes pouvoir choisir de suivre éventuellement les enseignements leur donnant droit à entrer dans l'enseignement supérieur.

Tout élève a le droit d'étudier dans un environnement scolaire respectant la dignité de chacun. Les insultes ne devront jamais être tolérées. Les travaux portant sur les valeurs fondamentales de l'école devront être développés, renforcés et évalués. La coopération entre l'école et la maison devra être élargie.

Le Riksdag se verra soumettre un projet de nouvelle loi scolaire. Les règles relatives à l'aptitude pédagogique des candidats-enseignants devront être précisées. Un système d'accréditation des enseignants devra être introduit. Les compétences des établissements en matière de discipline devront être précisées et élargies.

Le métier d'enseignant étant l'un des plus importants du pays, la formation des maîtres devra être revue dans le but d'en augmenter la qualité. Une formation performante et permanente des enseignants sera renforcée.

Pendant bien des années, la politique de l'enseignement supérieur a été axée sur une croissance quantitative. Pour le nouveau gouvernement, cette croissance se voudra qualitative. Les conseils d'administration des établissements d'enseignement supérieur devront être dépolitisés.

Les possibilités de concurrence de la Suède et de l'Europe dépendent d'une recherche de tout premier plan, reconnue à l'échelle internationale. Les cadres économiques de la recherche seront, au cours de cette législature, portés à des niveaux supérieurs à ceux définis par les décisions antérieures du Riksdag. Grâce à des crédits alloués aux facultés, une part accrue des ressources accordées à la recherche sera distribuée à des centres de recherches d'excellence.

* * *

Ceux qui ont besoin de soins doivent pouvoir être sûrs de les trouver quand ils en ont vraiment besoin. Le bien-être, financé de manière commune, devra être réparti en fonction des besoins de chacun. Les malades devront pouvoir plus facilement s'adresser à qui bon leur semble, le dévouement du personnel devra être mis à profit. Les personnes n'étant pas en mesure de se défendre devront être particulièrement protégées.

Sécurité, accessibilité et approche globale des besoins du malade devront être prioritaires dans l'ensemble de la filière de soins. Le malade devra pouvoir choisir son médecin, son unité de soins et le moment de son traitement. Les prestataires de soins de santé seront tenus d'informer leurs malades du lieu où le délai d'attente est le plus court et de leur y offrir des soins.

Le milieu médical se verra doter de ressources permettant d'éliminer les délais d'attente et de commencer à appliquer la garantie de prise en charge. Les malades seront légalement habilités à s'adresser à un autre prestataire de soins si les délais garantis ne sont pas respectés et que le traitement est couvert par le service public de soins. Des comparaisons de qualité, accessibles au public et imposant obligation de rapports, seront introduites entre unités de soins et résidences pour personnes âgées. Une autorité indépendante d'évaluation sera mise en place.

Les différences existant dans le milieu médical en matière de traitement et d'accueil des hommes et des femmes devront cesser. Thérapeutiques, médicaments, diagnostic et recherche devront être adaptés aux besoins des hommes et des femmes.

Une approche globale est nécessaire pour les personnes âgées et celles atteintes de plusieurs maladies nécessitant des soins importants et complexes. Les malades se verront donner la possibilité d'entretenir des liens réguliers avec le personnel médical chargé de les soigner ou de les adresser, si besoin est, vers une autre structure de la filière de soins. Un système de compensations financières viendra récompenser le personnel médical privilégiant une approche globale du patient.

De nouveaux intervenants seront engagés à contribuer au développement des services de santé. Des conditions égales seront instaurées pour tous les intervenants, qu'ils soient privés, publics, coopératifs ou du secteur non lucratif. Les employés de structures de soins devront pouvoir se faire aider à reprendre leurs activités à leur compte.

Les chances de retour à la vie active devront être favorisées par une rééducation efficace et rapide. Tout travailleur mis en congé de maladie se verra attribuer une personne attitrée chargée de coordonner les soins, un programme de rééducation établi sous quatre semaines. Le droit à la rééducation sera inscrit dans la loi, l'obligation de participation précisée. Flexibilisée, la coordination financière pourra être adaptée aux conditions locales.

Il est réjouissant de voir que nous vivons et restons en bonne santé de plus en plus longtemps. Tous, nous avons droit à connaître une vieillesse confortable et enrichissante. Mais également à faire nos propres choix. Ceux qui le souhaiteront seront engagés à poursuivre leurs activités. Le savoir et les expériences des seniors constituent une ressource pour le monde du travail et pour la société dans son ensemble. Le gouvernement entend améliorer la situation matérielle des retraités les plus défavorisés.

Devenu vieux, tout individu se verra garantir une prise en charge digne et efficace. Des ressources seront allouées pour améliorer la prise en charge médicale et la vie sociale des personnes âgées. Un libre choix sera introduit en ce qui concerne les maisons de retraite médicalisées et les prestations d'assistance à domicile. Les proches – qui assument aujourd'hui une responsabilité de plus en plus grande dans la prise en charge des besoins de santé des personnes âgées – se verront offrir un meilleur soutien, ce que la loi viendra préciser.

L'assistance aux personnes âgées doit être menée dans le respect de la personne humaine. Les conditions devront être créées pour ne pas avoir à mourir dans la solitude. Une garantie de dignité sera introduite, qui assurera des minima à ne pas franchir en matière de prise en charge des personnes âgées.

Le manque criant de places dans les maisons de retraite devra être comblé. Il entraîne une prise en charge médicale déficiente, la solitude et l'isolement des personnes âgées. Un soutien à l'investissement sera mis en place pour augmenter le nombre de places offertes dans les maisons de retraite médicalisées. Notre ambition est d'introduire une garantie de logement offrant aux personnes âgées, ayant dépassé un certain âge, la possibilité de décider elles-mêmes du moment où elles estiment adéquat l'emménagement dans une maison de retraite.

L'organisation de la psychiatrie sera remaniée, de nouvelles ressources allouées. Une priorité sera accordée à la psychiatrie infanto-juvénile ; une garantie introduite, assurant la réalisation d'une série d'examen sous un mois. Les centres de désintoxication, les services psychiatriques d'urgence ne pourront refuser de prendre en charge des malades présentant des diagnostics doubles. Les malades dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui devront, s'ils ne se soumettent pas au traitement prescrit, pouvoir être rapidement transférés dans des unités pour malades difficiles.

Une réforme de la médecine dentaire sera menée à bien, qui comprendra un plafonnement des frais de soins dentaires et un chèque dentaire. Une initiative particulière sera mise en place pour les personnes incapables de procéder à un bilan de leur santé bucco-dentaire en raison d'une affection de longue durée ou d'un handicap.

Les possibilités offertes aux handicapés moteurs en matière de logement et d'aides techniques seront accrues. Les barrières faisant obstacle à leur insertion dans le monde du travail seront éliminées. L'obtention possible d'un salaire pour handicapé du fait de capacités réduites de travail sera également introduite, même si ce travail est effectué dans l'entreprise de ce dernier. Les personnes ne pouvant s'intégrer sur le marché régulier de l'emploi se verront proposer un large éventail d'emplois compatibles avec leurs capacités et leur compétence.

La politique de santé devra mettre en place des conditions indispensables à une bonne santé de l'ensemble de la population, mais également responsabiliser l'individu sur sa santé individuelle. Etablir des conditions assurant la bonne santé physique et psychique des enfants et des adolescents sera une question hautement prioritaire. Un soutien aux parents sera en permanence offert tout au long de la croissance de l'enfant. La santé des élèves sera renforcée par l'introduction, dans la loi scolaire, de critères précis visant à promouvoir leur santé physique et psychique.

Il importera de réduire la consommation d'alcool débouchant trop souvent sur des actes de violence et des agressions. Une diminution de la consommation d'alcool améliore la santé publique et réduit le nombre des problèmes sociaux. La Suède œuvrera également en faveur d'une politique plus restrictive en matière d'alcool au sein de l'UE.

* * *

La justice devra devenir une véritable justice de proximité. Une police visible et présente est importante pour accroître le sentiment de sécurité dans l'ensemble du pays. Notre ambition est de porter les effectifs de la police à 20.000 hommes.

Le nombre des crimes élucidés devra progresser. La police devra mieux être à même de prévenir, d'instruire et d'élucider les infractions commises et d'être au service des citoyens. L'instruction de toute infraction, sans condition d'âge de son auteur, devra être la règle générale. Les victimes devront être traitées avec compassion et professionnalisme par toutes les administrations.

L'emploi, aujourd'hui, de mesures précoces et bien définies contre la criminalité juvénile fera échec à la grande criminalité de demain.

Les parents ont la responsabilité de transmettre à leurs enfants des valeurs et des normes. Une éducation sereine et stable constitue la stratégie la plus efficace à adopter en matière de lutte contre la criminalité. Les parents sont et seront tenus responsables de verser des indemnités s'ils manquent, intentionnellement ou par négligence, à l'obligation de surveillance de leurs enfants.

L'administration pénitentiaire est placée devant des défis importants. L'application des peines d'emprisonnement et des périodes de mise à l'épreuve devra garantir des normes de qualité élevée, l'emprisonnement être utilisée pour donner aux condamnés la chance de mettre fin à un passé de criminel ou de toxicomane.

Les hommes coupables de maltraitance à l'égard des femmes se verront proposer une aide leur permettant, grâce à un traitement et des soins adéquats, de mettre fin à ces comportements destructifs. Les détenus psychiquement malades, coupables de délits sexuels, ainsi que les alcooliques et les toxicomanes se verront proposer de meilleurs traitements et une rééducation plus appropriée.

Le système des peines sera revu de manière à accroître la sécurité juridique et à renforcer la sûreté juridique du public. Lors de crimes graves ou de récidives, les peines infligées devront, dans une plus large mesure, se situer dans la partie supérieure de l'éventail tandis que celles infligées pour les cas de délit avec circonstances atténuantes se situent dans sa partie inférieure. Le gouvernement souhaite augmenter les peines infligées pour maltraitance et maltraitance aggravée, les viols et les viols aggravés, les vols avec violence et les vols aggravés avec violence ainsi que les violations graves de l'intégrité de la femme.

La possibilité d'introduire une loi imposant à tout un chacun d'intervenir, en fonction de nos moyens, lorsqu'une personne est en difficulté – la loi de courage civique comme elle est parfois appelée – sera étudiée.

La Suède luttera de manière énergique contre la grande criminalité transfrontalière, comme la traite des êtres humains, les armes et la drogue ainsi que contre le terrorisme. La criminalité s'en prenant à des fonctions vitales de la société sera combattue. L'intégrité personnelle sera protégée, le droit des innocents défendu dans toute législation.

Pour combattre la grande criminalité, la police devra pouvoir faire appel à la mise sous écoutes téléphoniques. Une décision de mise sous écoutes téléphoniques sera précédée d'une réflexion minutieuse ; la préservation de l'intégrité personnelle sera largement prise en compte.

Le terrorisme sera déjoué ; tout ce qui est en nos moyens sera fait pour éviter qu'un attentat soit perpétré dans notre pays. La Suède renforcera sa coopération au sein de l'UE et coopérera

globalement pour lutter contre le terrorisme. L'action des administrations chargées de lutter contre la criminalité sera renforcée par une coordination accrue tant en matière de renseignement que d'activités opérationnelles. La Suède devra disposer d'une organisation de crise efficace pour pouvoir gérer les graves crises nationales.

* * *

Influant sur les conditions de vie de toute la planète, les défis environnementaux mondiaux et les changements climatiques doivent être davantage inclus dans notre réflexion.

Les défis environnementaux devront servir de levier économique. Les technologies vertes deviendront de plus en plus attractives à l'heure de la transformation des systèmes énergétiques et de transport. Importante, la nécessité de mettre au point des technologies réduisant au minimum l'impact environnemental permettra d'accroître encore davantage les exportations suédoises de technologies environnementales.

L'action de la Suède en faveur de l'environnement doit être guidée par des objectifs environnementaux et climatiques ambitieux et assortie de plans d'actions précis. Pour faire face aux changements climatiques, des mesures énergiques seront mises en place dans les secteurs des transports, du logement et de l'industrie. Le gouvernement a pour objectif de rendre possible une dissociation du lien entre croissance économique et utilisation accrue de l'énergie et des matières premières, en déployant par exemple des efforts sur l'amélioration du rendement énergétique.

Les problèmes énergétiques et les changements climatiques sont des défis cruciaux à relever. L'ensemble des secteurs de la société est touché par l'augmentation rapide des prix, par l'instabilité croissante de l'approvisionnement énergétique et les conséquences d'un climat de plus en plus instable. Le renforcement de la sécurité énergétique est appelé à devenir une question de plus en plus aiguë pour une Europe occupant, dans le monde, la première place en matière d'importations de pétrole et de gaz.

La politique énergétique devra fournir aux acteurs du marché énergétique des règles applicables à long terme. La fiscalité environnementale et énergétique devra être conçue de manière à rentabiliser une prise de responsabilité environnementale. Entreprises et consommateurs devront, dans l'avenir, pouvoir tabler sur la présence d'une énergie fournie à des prix concurrentiels au niveau international. Garantir de bonnes conditions de concurrence sur les marchés énergétiques constitue une tâche politique importante. Le gouvernement engagera l'ensemble des partis représentés au Riksdag à s'entendre sur un large accord énergétique portant sur le long terme et se fondant sur celui adopté par l'Alliance pour la Suède.

Si, dans les années à venir, une production électrique à partir d'énergies renouvelables doit pouvoir être adjointe au système existant actuellement en Suède, son développement n'en est qu'à ses débuts. Le gouvernement estime que l'offre totale d'énergie et de puissance électrique restera longtemps insuffisante. Aucune décision politique ne sera prise durant cette législature concernant la fermeture de centrales nucléaires existantes. Aucune autorisation de remise en marche des deux centrales arrêtées ne sera par ailleurs donnée. L'interdiction de construire de nouvelles centrales sera maintenue. Le gouvernement examinera la demande d'augmentation de puissance en vertu des lois en vigueur.

Le secteur des transports devra devenir plus écologique. Une prime destinée à encourager les particuliers à se doter de voitures écologiques sera introduite. Le classement des véhicules et carburants en fonction de leur taux de pollution sera revu, les exigences environnementales posées aux adjudications de transports publics renforcées. Des efforts particuliers visant la recherche et le développement en matière de climat ainsi que l'aide à l'investissement seront mis en œuvre. Des mesures stimulant les économies d'énergie dans l'industrie seront promues, un programme d'amélioration du rendement énergétique dans le parc immobilier mis en place. L'extension d'une production combinée de chaleur et d'électricité sera favorisée.

Il incombe à l'UE la lourde tâche de réussir à mettre en place un système énergétique réduisant les émissions de dioxyde de carbone et supprimant l'effet de serre. L'ampleur du système européen d'échange de droits d'émission, le nombre des substances qu'il englobe devra être élargi, des efforts déployés pour pousser davantage de pays à y participer. La Suède œuvrera de manière active en faveur de la mise en place d'objectifs précis concernant une réduction de l'emploi d'énergies fossiles au sein de l'Union européenne, elle contribuera activement à ce que les objectifs communautaires fixés soient atteints. L'accord de Kyoto devra, au plus vite, faire l'objet d'une suite.

La Suède jouera un rôle moteur dans la mise en place, entre l'UE, la Chine et l'Inde, d'une coopération stratégique en matière d'énergie ayant pour objectif de soutenir les efforts que déploient ces pays pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

Pour sauvegarder un modernisme rural, une alimentation sûre et saine, les énergies renouvelables et la défense du paysage, les activités vertes devront profiter de conditions de concurrence équitables vis-à-vis du reste de l'Union. La Suède devra tirer profit des possibilités offertes par les programmes ruraux européens.

L'état de la mer Baltique et de la mer du Nord est inquiétant. L'eutrophisation, la forte pression exercée par la pêche et les émissions de polluants ont eu de graves conséquences. Une stratégie nationale en faveur du milieu marin de la mer Baltique et de la mer du Nord devra être élaborée.

* * *

Monsieur le Président,

La principale tâche du gouvernement sera de surmonter les fossés qu'a causés l'exclusion profonde et durable de beaucoup de Suédois. Plus de personnes devront se voir donner la chance de contribuer à la construction de la Suède. Plus de personnes se voir donner la chance de se développer, de grandir et de se mettre en valeur.

La foi en l'avenir, en une Suède engrangeant de succès devra être restaurée. Si elle doit être bien sûr ouverte aux changements, la Suède devra se caractériser par une grande cohésion, une confiance dans le changement.

L'action du gouvernement sera axée sur la mise en place de la politique présentée aux électeurs avant les élections et que ces derniers nous ont chargés de mettre en œuvre. D'autres réformes politiques seront bien évidemment présentées et mises en œuvre au cours de cette législature.

C'est pourquoi je tiens à souligner que tout ce que le gouvernement entreprendra reposera sur un certain nombre de valeurs centrales. Cet ensemble de valeurs constituera l'assise sur laquelle le gouvernement bâtira son action tout au long de cette législature.

Notre politique devra poser les bases d'un développement économique sain à long terme, créer les conditions nécessaires à un développement du bien-être et accroître l'emprise des particuliers et des familles sur leur vie de tous les jours. Et notamment par l'éventail de possibilités offertes aux personnes à revenus faibles ou moyens d'infléchir leur situation par leur travail.

Plus à même de faire entendre leur voix, particuliers et familles seront censés assumer leur responsabilité, envers eux mêmes mais aussi envers les autres. Les parents auront le dernier mot sur tout ce qui touche leurs enfants, ceux qui le souhaiteront pourront passer plus de temps en leur compagnie. Jeunes et vieux trouveront leur place sur le marché du travail. Toutes les personnes souhaitant y apporter leur contribution y seront les bienvenues.

Le cadre de notre sécurité, de notre communauté s'appuiera sur une forte société civile, dont font partie mouvements associatif et sportif, églises, communautés et organisations à but non lucratif. La solidarité des systèmes sociaux publics constituera un complément à une société essentiellement marquée par l'humanisme, la prise de responsabilité et l'idéalisme.

Une société civile forte constitue aussi le fondement d'une démocratie solide. Une étroite collaboration entre secteurs public, privé et à but non lucratif est nécessaire pour développer notre société.

Le sport joue un rôle important dans l'existence de beaucoup d'individus, qu'ils soient actifs ou simples spectateurs. Le gouvernement recherchera un système stable de financement et s'en remettra, dans une plus large mesure, au mouvement sportif lui-même pour répartir les fonds comme bon lui semblera. Des ressources supplémentaires, correspondant à celles du précédent gouvernement, seront mises à la disposition du mouvement sportif. La Suède œuvrera activement en faveur de l'organisation, dans notre pays, de grands événements sportifs internationaux.

Le développement de la Suède dépend de la mise à profit de l'esprit d'entreprise et de la créativité des individus. Cela vaut aussi bien dans l'économie, l'entreprise, le monde médical, l'enseignement que le social. Les liens fondamentaux unissant entreprise et travail d'une part, travail et bien-être de l'autre, seront mis en exergue.

Le profil travail et la valeur du travail devront être réhabilités. Avoir un travail intéressant est important pour l'autonomie, la qualité de vie et le sentiment de participation de tout individu. Se sentir nécessaire tisse des liens de confiance entre les individus, pousse les individus à oser prendre des responsabilités, à grandir au rythme de la difficulté de ses tâches. La mission absolument essentielle de cette législature sera d'établir des conditions permettant la création de nouveaux emplois dans des entreprises en croissance toujours plus nombreuses.

Éducation et formation sont des outils offrant à tout un chacun les moyens de réaliser ses rêves. Tout individu devra avoir la possibilité d'acquérir les connaissances nécessaires pour pouvoir agir en tant que citoyen.

D'une recherche libre et non orientée, de médias libres et d'une vie culturelle animée dépend notre société ouverte. La culture garantit le développement d'une société civile et l'existence d'un échange démocratique. La culture représente une part indispensable d'une société généreuse, elle contribue au développement des individus et de la société. Liberté, diversité, qualité et variété constitueront les principes directeurs de la politique culturelle du gouvernement. Défendre les libertés de penser et d'expression, offrir une situation matérielle acceptable aux professionnels de la culture, au mouvement d'éducation populaire et aux institutions culturelles constitueront l'assise de la politique culturelle que nous entendons mener. Le gouvernement préservera notre héritage culturel commun et créera les conditions permettant à tout un chacun, où qu'il réside, d'en profiter.

Hommes et femmes devront éprouver un sentiment de sécurité dans leur vie quotidienne. La société de droit devra être rétablie pour accroître ce sentiment. Des actions précoces et tangibles devront refléter les efforts qu'engage la société de droit à l'égard des jeunes risquant de tomber dans la criminalité.

Sécurité et accessibilité seront prioritaires dans notre société de bien-être ; le libre choix des particuliers sera renforcé. Le nombre des acteurs intervenant dans le secteur social devra augmenter.

L'égalité des chances est importante autant pour les femmes que les hommes. C'est elle qui permettra de choisir en toute liberté, d'assumer ses responsabilités dans la gestion des tâches quotidiennes de la famille. Le principe fondamental d'égalité en droits et en dignité de tous les êtres humains devra servir de point de départ.

Le développement durable devra être renforcé. Les richesses naturelles devront être utilisées de manière à pouvoir léguer à nos enfants et petits enfants un monde en équilibre. Les institutions de l'économie de marché, les instruments économiques, la recherche et les nouvelles technologies sont des outils importants dans notre démarche vers un développement durable.

La société ouverte devra être protégée. Différences et diversité devront être reconnues comme essentielles. La diversité ethnique et culturelle enrichit notre société. L'échange libre et ouvert d'idées, le respect de l'intégrité de tout individu constituent des valeurs fondamentales de notre démocratie.

Le gouvernement est préoccupé par l'augmentation des tendances xénophobes et l'extrémisme. La valeur inaliénable de tout être humain est un principe qu'il faut défendre avec énergie. L'évolution présente peut être endiguée par une politique s'attaquant aux problèmes de société permettant à l'extrémisme et à la xénophobie de mieux s'implanter. Cela suppose des actions permettant l'éradication de l'exclusion. Dans l'enseignement, des informations sur la criminalité puisant ses sources dans les idéologies totalitaires devront être plus largement diffusées. Les crimes du communisme contre l'humanité feront l'objet d'une attention particulière.

La démocratie, ses institutions devront être vitalisées. Le pouvoir relevant des citoyens, chacun d'entre eux devra avoir une influence décisive sur les décisions qui le concernent. Les décisions prises en commun devront respecter les libertés et les droits fondamentaux de tout un chacun. Une confiance accrue dans les institutions démocratiques suppose un exercice juste du pouvoir.

Une réforme de l'exercice du pouvoir de nomination sera entreprise, qui se fondera sur la charte de la constitution, selon laquelle la nomination à des charges publiques ne doit être fonction que de considérations objectives, comme mérites et qualifications.

Les énergies de la Suède entière doivent être mises à profit. Le gouvernement entend pour ce faire mener une politique active de renouvellement, permettant aux différentes régions du pays de se développer par ses propres moyens et de contribuer par-là au bien commun.

La Suède assumera ses responsabilités à l'échelle mondiale. Le gouvernement entend mener une politique étrangère active, qui s'attaque aux défis mondiaux et gagne le respect du reste du monde. La Suède œuvrera en faveur d'une poursuite de l'élargissement d'une l'UE à la fois plus ramassée mais plus incisive et qui se concentre sur un nombre restreint de questions véritablement transfrontalières.

Entendant engager un renouvellement de la politique, le gouvernement a l'ambition de créer les conditions permettant à un plus grand nombre d'avoir un travail et de pouvoir s'épanouir. Plus nombreux devront devenir celles et ceux à avoir les moyens d'agir sur leur propre existence, à pouvoir élargir le champ de leurs connaissances. Plus nombreux aussi devront devenir celles et ceux à ressentir un sentiment d'appartenance, à connaître la santé, le bien-être et un environnement salubre, à se sentir en sécurité. Ce gouvernement place sa confiance dans la synergie de nos forces communes. C'est en travaillant ensemble que nous parviendrons à notre objectif.